

En des domaines aussi divers et pourtant aussi étroitement liés que le mouvement des capitaux privés et l'activité des sociétés multinationales, d'une part, et la situation de la majorité opprimée en Afrique du Sud, d'autre part, nous avons appris que nos divergences ne portent pas sur les objectifs mêmes, mais seulement sur les moyens employés pour les atteindre. Nous avons abordé la question de l'efficacité et nous nous sommes demandé ce qui est faisable, ce qui est possible, quels sont les meilleurs moyens dont nous disposons pour servir nos peuples?

Nous n'avons pas trouvé de solutions précises à des problèmes concrets, mais nous ne pensions pas, je crois, en trouver en venant ici cette semaine. S'il faut alors parler d'échec, comme le font certains, qui n'ont pas participé à la Conférence, il s'agit de l'échec du principe même de cette rencontre. Nous estimons que cela vaut la peine de nous réunir tous périodiquement, parce que nous croyons en la valeur de discussions franches. Il n'existe aucune autre tribune à l'intention des responsables politiques du monde entier. Certainement aucune, en tout cas, où tous parlent la même langue.

Même si des solutions ne se sont pas imposées à nous, l'information et la compréhension n'ont pas manqué, non plus que la volonté de s'engager. Un engagement à oeuvrer, en commun ou chacun de notre côté, en vue de trouver des solutions. Cette Conférence était le moyen tout désigné de proposer et d'étudier ces solutions.

Nos entretiens nous ont appris, sans nous étonner vraiment, que, peu importe notre détermination, nous ne sommes pas encore en mesure de résoudre un grand nombre de nos problèmes. Il nous faut plus d'information. Il nous faut plus de hardiesse. Pour reprendre les termes du premier ministre Manley, "nous devons nous entraîner à faire des jugements intelligents". Un certain nombre de propositions ont été faites en ce sens. Si j'ai bien perçu le climat dans lequel s'est déroulée la Conférence, il me semble y avoir décelé le désir de trouver des moyens d'action. Nous ne pouvons certes pas nous permettre de buter sur l'obstacle que constituent des faits ou des données statistiques inexacts.

Il nous faut plus d'information sur les coûts du transport maritime, sur les répercussions des conférences maritimes. Nous devons mieux nous renseigner sur l'activité des sociétés multinationales. Nous ne voyons pas assez clairement la façon de surveiller les mécanismes qui permettent de fixer le prix des produits manufacturés en fonction des coûts, mais qui obligent le prix des denrées à se fixer d'après le marché. Nous sommes encore loin de connaître